

Contribution de Courrier Plus (courriel reçu par l'Autorité le 28 décembre 2012).

Objet : Consultation publique TVA sur le timbre

Madame, Monsieur,

Dans le cadre de la consultation sur les règles de la comptabilisation de la TVA sur les produits postaux, Courrier Plus en tant qu'opérateur postal autorisé sur un marché postal entièrement libéralisé souhaite apporter son avis.

Le marché postal, censé être totalement libéralisé depuis le 1^{er} janvier 2011, est à ce jour, toujours aussi stagnant. Certes quelques nouveaux entrants se déclarent ci et là, mais force est de constater qu'aucune concurrence n'a véritablement pu émerger sur ce marché très nettement verrouillé.

Sur le marché domestique, le CA déclaré par les opérateurs autorisés alternatifs n'a jamais réellement décollé et chacun peut sans conteste afficher des résultats plutôt mitigés si ce n'est catastrophiques.

La moitié des opérateurs privés n'exerce pas aujourd'hui et l'autre moitié est composée de petits opérateurs locaux, qui, tôt ou tard finiront par disparaître faute d'évolution concurrentielle du marché

La raison est simple : le marché postal impose tellement de freins aux nouveaux entrants qu'il est impossible de voir aujourd'hui des opérateurs privés concurrencer la Poste sur son marché historique.

La principale barrière à l'entrée est le non assujettissement des produits postaux à la TVA. Ce point de distorsion de concurrence nous affecte de manière directe vis-à-vis de tous les organismes publics, des associations, du monde bancaire et du monde médical, ce qui représente une volumétrie de plis non négligeable.

Ce problème de non assujettissement des produits postaux à la TVA ne défavorise pas que les opérateurs privés. En effet, économiquement, cela pourrait même être profitable à La Poste car elle n'est pas assujettie à la TVA alors que ses filiales le sont, et cela complique les modes d'organisation des activités au sein du groupe.

Déjà en 1998, M. Larcher, sénateur remettait un rapport validant sur le fait que les produits postaux devraient être soumis à la TVA à 19,6% comme d'autres pays en Europe.

Par un simple calcul, assujettir le timbre à la TVA pourrait potentiellement rapporter à l'état plus d'un milliards d'euros par an.

D'un point de vue économique, cette modification fiscale permettrait enfin au marché postal de s'exprimer via l'arrivée de nouveaux entrants concurrents à la Poste, synonymes de création d'emplois.

D'autre part, cela engendre également, d'un point de vue comptable, une difficulté supplémentaire non résolue aujourd'hui nous obligeant, nous opérateurs privés, à facturer à nos clients de la TVA sur le timbre pour les plis que nous ne pouvons distribuer. Aucun texte réglementaire n'a à ce jour déterminé la manière de faire pour un opérateur postal. Il est bien évident que cette situation n'est pas tenable.

Aujourd'hui, ce frein fiscal nous empêche de nous développer et stoppe toute velléité d'investissement conséquent. D'autre part, le risque fiscal laisse planer sur nos têtes une épée de Damocles bien tranchante.

Il est à noter substantiellement que la baisse structurelle du volume de courrier nous conduira tôt ou tard à des difficultés économiques réelles. A ce rythme, les années prochaines pourraient nous être fatales. Ce sentiment est, me semble-t-il partagé par un certain nombre d'opérateurs postaux des plus anciens.

Nous travaillons avec la Poste comme principal partenaire en remettant une grande partie de nos volumes et comme concurrent en subissant une distorsion économique sur le prix du timbre.

Espérant que mon propos retiendra votre attention, je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes meilleurs sentiments.

Samuel Gorillot
Gérant de Courrier Plus
Licence 2007-0821 et 2011-0528